

Le groupe Socialiste, Écologiste, et Républicain du Sénat face à la crise :

Retrouver une ambition pour la jeunesse

Face à la crise que nous traversons et aux bouleversements qui nous attendent, le groupe Socialiste, écologiste et Républicain du Sénat a fait le choix de placer la question de l'accompagnement de la jeunesse parmi ses priorités. Nous devons faire un large crédit à notre jeunesse en mettant tout en œuvre pour leur permettre de s'émanciper que ce soit du point de vue de l'éducation ou de celui de l'accès à l'emploi.

Faire confiance à la jeunesse et la soutenir, cela relève de l'urgence, car, si les jeunes sont heureusement les moins touchés par la pandémie, ils sont malheureusement en première ligne de la crise économique et sociale.

Nous estimons que l'État, garant de la solidarité nationale et de la justice sociale, doit intervenir et mettre en œuvre des politiques publiques ancrées dans le quotidien des jeunes.

Accompagner les jeunes pour qu'ils puissent faire face à la crise sociale

Les jeunes de 18 à 25 ans, qui constituent 30 % des salariés des entreprises les plus durement touchées par le confinement – restaurants, commerces et centres de loisirs –, ont été privés de revenus, alors que 670 000 étudiants en dépendent pour leurs besoins les plus essentiels – alimentation, logement, habillement – et que 20 % des jeunes vivent sous le seuil de pauvreté.

Réactivation des contrats aidés

Il faut **immédiatement réactiver les contrats aidés**, qui peuvent constituer un levier de soutien fort et rapidement mobilisable : des jeunes apporteraient leur savoir et leurs compétences à nos communes et à nos associations, et trouverait, par ce biais, une première insertion dans l'emploi.

Maintien des aides au logement

Par ailleurs, au cours de cette crise, les inégalités accrues de revenu et l'instabilité économique ont encore compliqué l'accès au logement. Ainsi, non seulement le **maintien des aides au logement** est indispensable, mais il ne suffira pas ; il faut aller plus loin et prévoir une période temporaire pour de nouvelles mesures d'aide, qui permettront aux plus fragiles de surmonter leurs difficultés.

Il faut également **revenir sur la politique actuelle du logement** – sous-indexation, après le gel du barème, de l'aide personnalisée au logement, mise en place de la réduction de loyer de solidarité (RLS), mais il faut surtout renoncer à la réforme, prévue en 2020 et déjà reportée quatre fois, de l'APL, qui fera perdre l'allocation à 600 000 personnes, dont près de 300 000 jeunes.

Créer un revenu de base

Nous plaçons pour une ouverture plus importante des minima sociaux aux jeunes. Il est nécessaire d'élargir les bénéficiaires du RSA et d'autres prestations sociales par le biais d'**un revenu de base** accessible aux moins de 25 ans comme l'expérimentent plusieurs départements. Cela permettrait de mettre en place un matelas social qui ne laisserait aucun jeune sur le bord de la route.

Montée en charge du Service civique

Ce type d'initiative devrait être accompagné d'une **montée en charge du service civique** qui permettrait à plus de jeunes de multiplier les expériences dans une période où l'accès à l'emploi sera particulièrement compliqué. En dévitalisant un dispositif qui a fait ses preuves au bénéfice d'un service national universel encore balbutiant dont le cadre n'est pas clairement défini, le Gouvernement prend des risques avec la jeunesse. Nous aurions d'ailleurs souhaité redéployer les moyens du SNU, non consommés cette année du fait de la crise liée au COVID et du confinement, afin de financer davantage le Service civique qui prend particulièrement son sens au moment de la crise sanitaire que nous traversons et du confinement : aide aux personnes isolées et âgées, renforcement de l'encadrement périscolaire nécessaire du fait du nombre limité d'élèves accueillis en classe....

Renforcer la formation des jeunes

La période de confinement a fragilisé la jeunesse et a davantage accentué les nombreuses fractures existantes, éducative, sociale et numérique notamment.

Ces fractures sont d'abord éducatives. Le nombre de décrocheurs a augmenté. La réouverture précoce des établissements scolaires dès le 11 mai n'a pas permis aux élèves en ayant le plus besoin de retrouver le chemin de l'école.

Réduire la fracture scolaire

Depuis quelques mois, ce sont encore les enfants de milieux défavorisés qui ne peuvent être aidés par leurs parents et qui pâtissent la situation. L'écart entre ces enfants et les autres se creuse, risquant de devenir irrémédiable. Le recrutement de personnels supplémentaires, notamment enseignant pour assurer les missions pédagogiques et d'encadrement est urgent.

Mettre en place un plan numérique

Durant cette crise, la fracture a aussi été numérique. Nous souhaiterions la mise en place d'un véritable plan numérique pour que tous les élèves des établissements scolaires disposent de tablettes et de la formation adéquate.

Ce sont les élèves issus de milieux défavorisés qui ont fait les frais de cette distanciation pédagogique. Bénéficiant de conditions de vie moins confortables, d'une connexion internet parfois défectueuse, ils connaissent les plus grandes difficultés pour étudier ou préparer leurs concours.

Revaloriser toutes les filières

Il faut absolument relancer les Réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté dont les équipes, composées de professeurs spécialisés et de psychologues, constituaient un dispositif de soutien gratuit auprès d'élèves très fragilisés.

La suppression progressive des postes de ce réseau a conduit à son démantèlement. Il s'agit pourtant d'un dispositif qui symbolise une véritable politique de service public de l'éducation. Il est urgent de relancer ces réseaux d'aide aux élèves et à leurs familles afin de lutter contre l'exclusion et l'échec scolaire.

Contrairement aux projets du gouvernement qui a commencé à démanteler la filière professionnelle et semble vouloir faire disparaître le bac pro, il faut à l'inverse renforcer cette filière. En maintenant des formations théoriques de qualité et adaptées et en développant de véritables périodes professionnelles encadrées et validantes, nous permettront aux jeunes concernés de mettre en place des projets professionnels qui les valorise.